



"Professeures sans affectation, nous sommes épuisées et démotivées par nos conditions d'exercice"



Pap Ndiaye, ministre de l'Éducation nationale. PHOTOPQR/OUEST FRANCE/MAXPPP

Tribune

Par Camille Fortet et Marie Blondot

Publié le 15/09/2022 à 14:30

Notre parcours universitaire n'a pas été des plus simples. Nous avons chacune passé et obtenu l'agrégation, et ce au prix de nombreux sacrifices au niveau de nos vies personnelles, mais également de notre santé. Nous nous sommes investies dans la préparation du concours par notre seule volonté d'exercer ce métier que nous pensions être le plus beau métier du monde.



En effet, quel plus beau métier que celui de contribuer à instruire une nation tout entière, indépendamment du milieu social et éducatif de tout un chacun ? Nous tenons profondément à cette idée d'égalité des chances, de méritocratie. Or, si nous prôtons ces valeurs et exerçons la bienveillance auprès de nos élèves, nous nous posons la question de notre égalité des chances et de notre méritocratie.

À LIRE AUSSI : [Extraits] : La dérive de l'Éducation nationale vue de l'intérieur, avec Audrey Jouglà

Comme beaucoup de jeunes professeurs, nous avons dû participer au système des mutations et nous avons été affectées en qualité de TZR. Les postes fixes nous sont restés inaccessibles car très prisés. Nous convenons parfaitement que la fonction de TZR est essentielle au bon fonctionnement de l'institution en elle-même. Cependant, elle est très maltraitante à l'heure actuelle. Ainsi, nous sommes toujours appelées en dernier sur les remplacements car nous sommes agrégées et que nous payer des heures supplémentaires pour notre service de 15 heures, au lieu de 18 heures pour les professeurs certifiés et les contractuels, dérange. De ce fait, nous perdons parfois des opportunités, que ce soit en lycée à l'avantage de TZR certifiés (détenteurs du Capes), alors que nous sommes a priori formées pour, ou en collège au profit de contractuels qui seront bien peu rémunérés. En outre, lorsqu'il n'y a d'autre choix que de faire appel à nous (par manque d'autres remplaçants, y compris dans les zones de remplacement voisines) il est particulièrement difficile de nous rémunérer en fonction.

« Nous en venons à nous demander si l'objectif est de nous mener à la démission. »

En ce début de quatrième année de TZR, nous avons l'une et l'autre subi tellement d'injustices que nous sommes épuisées par le fonctionnement de ce système qui nous paraît peu rationnel : l'Éducation nationale peine apparemment à pourvoir des postes au concours. Ces postes existent donc, mais une fois le concours obtenu, nous n'en avons pas. Autre incohérence : le coût pour la nation de la formation au concours que nous avons suivie, coût qui se retrouve perdu car nous ne sommes pas en fonction. Nous en venons à nous demander si l'objectif est de nous mener à la démission. Une chose est sûre, savoir que nous repartons pour une quatrième année d'incertitude semble au-dessus de nos forces. Nous ne supportons plus de passer constamment dernières et de devoir enchaîner des remplacements de deux ou trois semaines, quand nous avons la chance de nous retrouver devant des élèves. Est-il réellement possible d'exercer sereinement avec des remplacements dans quatre établissements en trois mois d'exercice total sur l'année ?

À LIRE AUSSI : Future réforme du collège : les pistes de travail de Pap Ndiaye au potentiel explosif

Il est vrai que pour remédier à ces mois creux où nous attendons des remplacements, nos établissements de rattachement administratif doivent théoriquement nous fournir du travail, mais ce n'est pas toujours le cas et cela ne correspond généralement pas à nos qualifications (travailler au CDI par exemple ou aider les assistants d'éducation). Que devons-nous attendre pour exercer réellement notre métier ? Nous nous sommes retrouvées dans le Cher et le Loir-et-Cher en raison de besoins a priori importants. En trois ans de TZR, l'une de nous a eu deux années presque vides et pourtant les TZR et les stagiaires continuent de rentrer dans le département alors que nous sommes déjà manifestement trop nombreux pour avoir des postes dignes de ce nom. Il est d'autant plus étonnant, de lire dans les journaux que des contractuels sont désormais recrutés dans ces mêmes départements et affectés sur des postes à l'année pour « ne pas entamer le vivier » selon les termes du recteur de l'académie que nous avons tenté de contacter sans réponse à ce jour. Outre le fait que nous n'apprécions guère cette dénomination déshumanisante, elle ne manque ni de piment, ni d'ironie pour des professeurs qui doivent aller à la pêche aux postes.



Le système de mutation par points, pour le moins opaque, de l'Éducation nationale s'accompagne d'un déracinement et d'un éloignement de nos familles. Nous nous sommes retrouvées dans des régions que nous ne connaissions pas. Comment faire face à cet isolement, sans poste pour donner un sens à notre mission et à notre métier ? Est-ce réellement à nous de partir pour voir si l'herbe est plus verte ailleurs, perdant ainsi tous les points de souffrance que nous avons péniblement accumulés ?

« Nous sommes entrées dans l'Éducation nationale avec la passion du métier et nous n'avons qu'une envie désormais : trouver une porte de sortie. »

« Ailleurs » justement : quand nous essayons de trouver une porte de sortie afin de soulager quelques-uns de nos maux, elles se ferment toutes. Essayer de changer d'établissement de rattachement pour aller dans un établissement que nous connaissons et qui serait ravi de nous accueillir ? Impossible, un autre TZR y est déjà rattaché. Demander une mutation ? Impossible, nous n'avons toujours pas suffisamment de points (système absurde s'il en est et qui encourage l'immobilisme dans la profession). Obtenir une année de mise en disponibilité non rémunérée pour souffler ? Impossible. L'argument de « nécessité de service » est avancé, non sans absurdité comme nous sommes restées plusieurs mois sans poste l'année précédente.

À LIRE AUSSI : Éducation nationale : chez les profs, la tentation de la fuite... vers le privé

Nos situations semblent inextricables. Notre incompréhension est grande face au grand recrutement national mis en place pour trouver des enseignants au pied levé, peu rémunérés, alors que des enseignants qualifiés demeurent sans poste, dans l'attente d'un remplacement. Ne nous étonnons pas alors que la confiance des familles et des élèves envers l'institution et les professeurs décline de jour en jour puisque notre formation et nos qualifications sont bafouées.

Nous sommes entrées dans l'Éducation nationale avec la passion du métier et nous n'avons qu'une envie désormais : trouver une porte de sortie. Certains sont épuisés des élèves. Ce n'est pas encore notre cas, nous les avons trop peu vus pour cela. Nous sommes épuisées et démotivées par nos conditions d'exercice (ou de non-exercice d'ailleurs).

